

Editorial

« Jeune recherche II », dans la lignée de « Jeune recherche I »^{*}, atteste l'importance que nous accordons aux travaux menés par de jeunes docteurs en sciences sociales et politiques, voire par des doctorants qui travaillent depuis plusieurs années sur une aire culturelle insuffisamment connue en Europe, notamment en France. La dramatique actualité internationale – de la Turquie au Kirghizistan, de l'Iran à l'Ouzbékistan – démontre à l'envi le déficit de l'analyse scientifique, la nécessité d'un renouvellement du regard, loin des préjugés et des partis pris.

Les contributions au dossier qu'introduit Nicolas Monceau ci-après sont variées. Les informations et les analyses (celles sur les Tatars de Crimée ou les Meshkètes massacrés sous le régime de Staline, par exemple) sont souvent inédites ; les approches conceptuelles également riches.

Dans son étude sur « La radicalisation des nationalistes azéris en Iran », Gilles Riaux avance deux interrogations : pourquoi des membres d'une communauté intégrée au système de pouvoir iranien peuvent-ils avoir un agenda politique nationaliste ? Le chiisme constitue-t-il toujours un facteur d'unité puissant en Iran ? A travers le terme « coethnie », qu'il utilise, pour désigner l'« ethnie transfrontalière » que constituent les Azéris, il avance que l'un des points les plus intéressants qui émerge de la question azérie en Iran réside dans la capacité de cette minorité à articuler sa propre définition identitaire avec celle issue de l'État-nation qu'est la République d'Azerbaïdjan.

La restitution subjective du vécu d'une certaine catégorie d'« acteurs-victimes » révolutionnaires, dont les trajectoires personnelles sont profondément affectées par la Révolution, constitue la base de l'analyse d'Emmanuel Huntzinger et de Ghafour Vahabi dans leur étude sur « La révolution iranienne à travers ses exilés ». Les interactions entre les institutions nées de la révolution et les acteurs sociaux répercutent les chocs issus de l'arène politique à tous les secteurs. Cette déssectorisation (la perte d'autonomie des secteurs qui définit l'état de crise politique selon Michel Dobry) conjoncturelle de l'espace social constitue l'une des propriétés les plus remarquables de la révolution iranienne.

« L'ethnicisation du champ politique en Crimée » est le sujet de l'article d'Aurélié Campana. Les Tatars de Crimée ont été déportés en mai 1944 et exclus du processus de réhabilitation de 1956. L'article analyse les usages politiques de la mémoire dans ce processus. Le jeu politique apparaît en effet fortement conditionné par une lecture différenciée du passé et par une appréhension divergente des réalités sociales et politiques présentes. L'opposition de deux systèmes de représentations alimente les affrontements politiques : d'un côté les Tatars érigent la déportation en un moment charnière ; d'un autre côté les populations russophones, qui n'ont gardé aucune mémoire de l'expulsion forcée, jugent leur retour infondé.

Les Meshkètes semblent avoir subi le même sort que les Tatars. Sophie Tournon, doctorante à l'Inalco, les évoque dans « Les Turcs Meshkètes : des oubliés de l'histoire ». Sous l'URSS, la Meshkétie, dans le sud de la Géorgie, où habitent les Turcs Meshkètes, est rapidement placée sous étroite surveillance du fait de sa frontière avec le jeune État turc. Dans les années 1930-40, tout le Caucase est touché de plein fouet par la politique de déportations menée par Beria, Molotov et Staline. En quelques jours, en novembre 1944, près de 100 000 Meshkètes musulmans sont ainsi déportés vers l'Asie centrale. Ils deviennent un « peuple puni ». Durant leur trajet, plus de 15 000 d'entre eux périront. Les raisons de cet exil forcé ne sont jamais clairement et officiellement déclarées.

« Formes de violences entre Chypriotes turcs et grecs en cohabitation » est le thème de l'étude de Barbara Karatsioli. La partition de Chypre depuis la guerre en 1974, avec la communauté

^{*} Voir n°31, janvier-juin 2001, avec notamment les articles de Nadège Ragaru, « « Rendre service » : politique et solidarités privées en Bulgarie post-communiste », Semin Suvarierol, « La question de l'adhésion de Chypre à l'Union européenne et le problème de la République turque de Chypre-Nord », Seyed Farian Sabahi, « The literacy corps in Pahlavi Iran (1963-1979): political, social and literary implications », etc.

chypriote turque au nord et chypriote grecque au sud, rend particulièrement singulière au plan local la cohabitation entre ces deux communautés. L'auteur propose d'appréhender comment Chypriotes grecs et Chypriotes turcs, en situation de cohabitation, instrumentalisent le conflit et usent de différents types de violence comme facteur d'union et de désunion dans leurs relations quotidiennes. Qu'elle soit tacite ou exprimée, la violence (collective ou individuelle) doit être comprise à la fois entre les communautés sur le lieu de cohabitation et entre les communautés locales et les autorités « étatiques ». La pratique de la violence n'est pas sans lien au territoire.

Guillaume Colin propose une analyse du débat qui s'est tenu à la Douma en mars 2003 suite au lancement de l'opération américaine en Irak. Il se penche sur le processus de "nationalisation" de la question irakienne, c'est-à-dire la manière dont le discours politique russe fait sens au niveau interne de cette question internationale, notamment en la constituant comme exemplaire. L'analyse de cette "exemplarisation" permet de mettre à jour les points d'ancrage de la question irakienne dans l'imaginaire politique russe. En effet, les constructions de sens autour de la question irakienne, renvoient non seulement à un positionnement politique, mais aussi à un imaginaire politique qui en est la matrice.

Trois dernières études portent sur la Turquie. Levent Ünsaldı traite en premier lieu du « système des valeurs de l'armée turque ». Bénéficiaire de l'héritage ottoman, détentrice de certains privilèges institutionnels, portée par l'exaltation nationaliste et renforcée par l'emprise que la conscription lui offre, l'armée constitue aujourd'hui un acteur permanent de la vie politique, un acteur qui, même s'il se retranche périodiquement dans ses quartiers, n'en continue pas moins à l'arrière-plan d'influencer les destinées nationales. Outre les divergences "organisationnelles" notables, les institutions militaires diffèrent dans leur système de valeurs façonné avec le temps et variable selon l'histoire nationale. La plupart des membres des organisations militaires ou, du moins, celles qui sont fondées sur la levée en masse, ont en effet souvent la conviction d'être différents du reste de la société. Dans le cas turc, le mode de vie très particulier de l'officier accentue encore cette fermeture sur la vie militaire et sur l'institution, accroissant par-là même la surestimation de soi en tant que groupe singulier et fermé.

Le corps qui est objet et cible du pouvoir est aussi la problématique retenue par D. Lüküslü qui traite l'histoire de la jeunesse turque comme catégorie sociale, comme un "produit" de la modernité voire une "construction" de la société moderne, urbaine et industrialisée. En l'espèce, elle est étroitement liée à l'histoire de la République turque moderne. Le lien remonte même au XIX^e siècle, le Palais ayant alors entamé une modernisation afin d'empêcher le déclin de l'Empire. Pour la République, la jeunesse devient un symbole de "nouveau", de "dynamisme" et de "progrès".

Dans la configuration turque, la société civile est une notion relativement récente. L'objectif principal de l'article de Gülçin Lelandais est d'expliquer le poids du mouvement altermondialiste turc à l'heure actuelle, les interactions à l'intérieur de la société civile ainsi que d'observer les problèmes de représentation. Elle propose de comprendre pourquoi la Turquie est insuffisamment représentée dans le mouvement altermondialiste. Elle choisit, pour la contextualiser, d'évoquer la société civile transnationale, qui vient de la volonté de prendre une certaine distance avec la théorie de la société civile mondiale, choix lié à la structure du mouvement altermondialiste, composé en majorité de réseaux agissant au niveau transnational tout en conservant leurs liens avec d'autres groupes mais aussi au niveau national et local.

En dehors du dossier central, Michel Makinsky fait le point sur l'Iran à la veille des élections présidentielles du 17 juin 2005, qui ressemblent une fois de plus à des « élections sans choix ». Depuis la Révolution de 1979, le clivage ne dépasse guère, à première vue, celui entre radicaux et modérés, pragmatiques et conservateurs durs. Or, comme nous le propose l'auteur, il faut dépasser cette vision binaire et simplificatrice, et cerner les diverses factions qui ne sont non seulement de nature politique, idéologique, religieuse, mais sont aussi claniques, provinciales, liées à des solidarités familiales ou d'alliances.

Tandis que Nicolas Monceau, fortement présent dans ce numéro 37, expose son travail d'enquête sur les élites de Turquie, Samim Akgönül et Anastasia Falierou vous proposent des compte-rendus de travaux sur des questions telles que « les minorités » en Turquie, la laïcité face à l'islam et la géographie historique de l'Asie mineure.

Que l'on nous permette de dédier ce numéro des CEMOTI à la mémoire de Rémy Leveau, membre du Conseil scientifique de la revue, et récemment disparu.

Semih Vaner